

Enfin, l'article de Mercédès Volait présente une opération immobilière des années 1938-1940, la réalisation d'un immeuble collectif à proximité du Khan al-Khalili au cœur du centre historique du Caire. Nous trouvons ici toutes les données graphiques, techniques et historiques de cette opération-pilote de l'urbanisme cairote.

Les deux volumes édités par Daniel Panzac où, sources historiques et travail de terrain, document écrit et document graphique, sont heureusement mis en contribution par des auteurs qui sont souvent autant des historiens que des architectes, constituent un premier corpus d'histoire urbaine de l'aire urbaine ottomane, susceptible, espérons-le, de susciter de nouvelles vocations dans ce domaine.

Stéphane YERASIMOS  
(Institut français d'études anatoliennes, Istanbul)

André RAYMOND, *Le Caire des Janissaires, l'apogée de la ville ottomane sous 'Abd al-Rahmān Katkhudā*. CNRS Éditions, Paris, 1995. 19,5 × 24 cm, 128 p.

Le sous-titre attire l'attention sur une période considérée comme peu prospère, et en tout cas secondaire, de l'histoire de l'ancienne capitale de l'Empire mamelouk. Il nous rappelle que cette métropole, la plus grande ville arabe de l'Empire ottoman, continue à vivre, à se transformer, à produire des richesses et du pouvoir, au profit de différents groupes de notables qui à leur tour l'enrichissent par leurs fondations. Ce xviii<sup>e</sup> siècle, qui voit fleurir les constructions de 'Abd al-Rahmān Katkhudā, est évoqué comme le temps de l'apogée de la ville ottomane, apogée tellement proche du déclin et de la chute.

Le *préambule* nous met dans le bain d'une enquête presque policière, à partir du massacre de dix émirs, le 15 novembre 1736 : il s'agit de suivre les conséquences de ces assassinats sur l'évolution du pouvoir et de la richesse de nouvelles personnalités, comme 'Abd al-Rahmān al-Qāzdaghlī, futur katkhudā, fils du maître de l'une des victimes, 'Uthmān Katkhudā al-Qāzdaghlī, officier supérieur des janissaires. Le statut d'esclave affranchi de 'Uthmān Katkhudā nous plonge dans la société complexe et paradoxale du Caire de cette époque, où se côtoient mamelouks et janissaires, et où le pouvoir des « esclaves » est fondamental.

À travers la présentation de la personnalité et de l'histoire de 'Abd al-Rahmān Katkhudā, l'auteur nous guide dans le labyrinthe de l'organisation politique, du fonctionnement économique et social, et enfin de la création de l'espace dans Le Caire du xviii<sup>e</sup> siècle.

Dans la première partie, *l'organisation politique de l'Égypte*, l'auteur démêle l'écheveau complexe des pouvoirs, entre l'héritage mamelouk, ménagé par les Ottomans, et les nouvelles institutions. Le gouverneur (*wāli* avec le titre de pacha) et le conseil (*dīwān*), les milices, le grand juge (*qādī*), représentent le pouvoir central en Égypte, mais l'action du gouverneur est souvent entravée par des contre-pouvoirs institutionnels. Les janissaires, la plus importante des milices, sont recrutés par le système des levées d'enfants en provinces chrétiennes, puis parmi les Turcs ou les Égyptiens libres, enfin parmi les mamelouks. Leur indiscipline, stimulée par leurs intérêts propres, est souvent encore une entrave à l'action du gouverneur.

L'héritage mamelouk est surtout notable dans l'administration régionale, laissée à des gouverneurs (*kāshif*), ou beys, la plupart encore recrutés parmi les esclaves circassiens affranchis. Ils sont fermiers de leur charge (*multazim*), qui peut devenir héréditaire. Les mamelouks sont aussi présents dans les grandes charges de l'État, souvent des contre-pouvoirs : le *daftardār*, le commandant du pèlerinage, le *qā'immaqām*, qui assure l'intérim du gouverneur, etc.

Au cours du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses révoltes contre les gouverneurs sont conduites par des beys ou par des milices, qui tour à tour renforcent leur pouvoir. Les milices, surtout les janissaires, fortes de leurs liens avec l'activité urbaine et avec l'autorité centrale à Istanbul, profitent d'un effacement temporaire des beys. Elles s'enrichissent grâce au contrôle des taxes, comme la ferme des douanes, par les protections, par les activités commerciales que leurs membres exercent eux-mêmes. La puissance des *katkhudā*, officiers commandant les milices, est de plus en plus importante : ils vont jusqu'à concurrencer les mamelouks dans le domaine des fermages ruraux.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle apparaît un nouveau titre et une nouvelle fonction, *shaykh al-Balad*, attribué au plus puissant des émirs, marquant ainsi la remontée du pouvoir des beys.

Une analyse précise est faite ensuite des transformations internes de la classe dirigeante, avec la « mameloukisation » des janissaires. L'auteur constate l'importance croissante des maisons, les *bayt*, où s'effectue « la fusion des deux éléments constitutifs de la caste dirigeante », grâce aux liens quasi familiaux entre maîtres et esclaves. L'une des plus importantes maisons est celle des Qāzdaghli, fondée par un Anatolien venu en Égypte en 1670 comme recrue : son mamelouk, Ḥasan Katkhudā, ainsi que le fils et le mamelouk de ce dernier, 'Abd al-Rahmān et 'Uthmān, comptent parmi les principaux personnages de cette période. L'arbre « généalogique » des Qāzdaghliyya (page 31), est exemplaire de la complexité des systèmes de transmission des pouvoirs, des fonctions, des patrimoines, à l'intérieur d'une « maison », par filiation ou affranchissement ; il met aussi en évidence l'importance du rôle des femmes.

La seconde partie retrace la *carrière de 'Abd al-Rahmān Katkhudā (vers 1714-1776)*. C'est un véritable Égyptien, qui connaît parfaitement la langue arabe, passionné de construction, avec certainement quelques compétences dans ce domaine. Il extériorise une certaine rigueur morale mais peut être corrompu et corrupteur. Il est irrésolu, parfois dépressif. Il est avide de richesse plus que de pouvoir politique. La fortune et le pouvoir lui échoient par héritage : il devient l'homme le plus riche de son temps.

Si 'Abd al-Rahmān se tient au courant des affaires commerciales, il semble peu intéressé par la politique, qui pourtant ne l'oublie pas : il est exilé au Hedjaz, une première fois, de 1747 à 1751. Fortune commerciale et pouvoir politique vont de pair ; l'auteur nous le montre à propos de la succession d'Ibrāhīm Katkhudā en 1754, cause d'un conflit violent entre 'Abd al-Rahmān Katkhudā et Rīqwān Katkhudā, chef de la milice des 'azab. Les deux rivaux sont en désaccord sur les bases d'une « répartition à l'amiable des revenus de l'Égypte », notamment à propos d'un droit sur le café. 'Abd al-Rahmān sort vainqueur du conflit, dans lequel son rival trouve la mort. Il devient alors le maître incontesté du Caire, qu'il cherche à administrer par le consensus. Il est pourtant à nouveau exilé au Hedjaz en 1765, par 'Ali Bey, l'homme qu'il avait imprudemment installé ou pouvoi, comme *Shaykh al-Balad*.

‘Abd al-Rahmān, gracié dix ans plus tard, en 1776, affaibli et vieilli, meurt au Caire 11 jours après son retour d’exil.

Le chapitre suivant : « *L’Égypte était à cette époque éblouissante de beauté...* », analyse les fondements économiques et surtout commerciaux de la richesse de l’Égypte et du Caire. Le contexte est favorable et tous les indicateurs semblent positifs : le désordre politique, assez intense, perturbe peu la vie sociale; les épidémies de peste et les crises de subsistances sont moins nombreuses et moins fortes; la conjoncture agricole est relativement favorable et la hausse du montant des fermages ruraux est importante avant le déclin autour de 1780; l’essor démographique est notable avant les crises des années 1780-1790; la stabilité monétaire accompagne la stabilité des prix; les routes sont relativement sûres; les échanges avec l’Occident augmentent, notamment avec la France; les activités de fabrication sont encore importantes avant l’invasion des produits occidentaux. Le commerce du café, notamment, reste une activité dynamique et lucrative : au Caire, 62 caravansérails sont consacrés à cette activité; le café du Yémen représente un quart du commerce global de l’Égypte.

Le rôle des grandes familles de négociants, comme les Sharāybī et les Shuaykh, est considérable. Leurs liens avec la caste dirigeante militaire sont étroits : dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, au moins la moitié des négociants en café étaient membres de odjaqs des janissaires et des ‘azab. Mais là encore les frontières entre les grands groupes de notables s’estompent : des négociants achètent des fermages ruraux et deviennent « propriétaires terriens »; ils peuvent posséder des mamelouks qui, à leur tour, peuvent devenir des beys, comme certains mamelouks des Sharāybī.

Les deux chapitres suivants, « *L’expansion du Caire* » et « *L’architecture au Caire à l’époque de ‘Abd al-Rahmān Katkhudā* », traitent de l’espace urbain, des transformations de la ville, de son extension et de son enrichissement matérialisé par une floraison de monuments, construits par les notables de tous les groupes.

La ville s’étend vers le sud, puis vers l’ouest, à la faveur d’opérations privées et publiques, avec des fondations de *waqfs*. Le quartier de l’Azbakiyya est lancé vers 1730, par les constructions de ‘Alī Katkhudā, suivies de beaucoup d’autres. Il n’est pas étonnant que quelques décennies plus tard Bonaparte installe sa demeure et son quartier général dans ce site à la mode. « Au total, plus de la moitié des émirs habitaient dans les faubourgs ouest vers la fin du siècle. » Le développement vers l’ouest est lié aussi à la présence des chrétiens syriens, catholiques, enrichis, installés à proximité du quartier franc, non loin de l’Azbakiyya.

Ces transformations contribuent à mettre en place une nouvelle organisation sociale de l’espace urbain, avec l’apparition ou l’affirmation de « quartiers de l’élite » et de quartiers de communautés minoritaires.

L’architecture du Caire à l’époque ottomane reste en général très égyptienne, relativement peu marquée par les schémas venus de la capitale, introduits dans les premiers temps par les gouverneurs. Les années 1726 à 1775 sont les plus fécondes, avec la construction de 26 mosquées sur un total de 77 pendant toute la période ottomane et de 41 fontaines publiques sur 118. La qualité de l’architecture n’est pas uniforme : l’enrichissement des façades est souvent accompagné d’une simplification des techniques, sans doute liée à un affaiblissement des savoir-

faire : les *muqarnas*, par exemple, font appel à une géométrie plus simple ; l'adoption du minaret ottoman est aussi une simplification. Le monument typique de l'époque est le *sabil*, la fontaine, souvent surmontée d'une petite école. Le *sabil* fondé par 'Abd al-Rahmān Katkhudā dans le quartier de Bayn al-Qaṣrayn, en 1744, son premier ouvrage, bien situé et particulièrement imposant, combinant un répertoire décoratif mamelouk et une « mise en œuvre ingénieuse et originale », a pu jouer le rôle de modèle pour la nouvelle architecture. Ce premier monument est suivi d'une série impressionnante, puisque 'Abd al-Rahmān Katkhudā construit 12 mosquées, 14 fontaines et 3 *zāwiya*, procède à la restauration de plusieurs monuments importants et à un agrandissement considérable de la mosquée al-Azhar.

L'architecture de l'époque intègre tardivement des éléments de décor venus d'Istanbul, notamment dans les grilles des fontaines, dans l'utilisation des décors végétaux et floraux, mais aussi dans des formes, les *sabils* à façade arrondie à partir de 1750. Les éléments de l'influence occidentale n'apparaissent qu'à l'extrême fin du siècle.

Le dernier chapitre, « *La fin d'une époque* », met en place le cadre politique et économique du déclin brutal de cette fin de siècle. Le contraste est saisissant entre l'image prospère du Caire de 'Abd al-Rahmān Katkhudā et les descriptions de Volney en 1783-1785 ou des savants de l'expédition de Bonaparte en 1798, qui évoquent une crise profonde.

L'ouvrage propose une image très suggestive de cette espèce d'âge d'or, par la qualité de la synthèse, rendant aisément accessible une grande quantité d'informations. Il décrypte et rend compréhensible, même pour le non-spécialiste, cette période complexe. Il exprime clairement l'interaction des différents facteurs et acteurs, et surtout les liens et les antagonismes entre les groupes constitutifs d'une société mouvante. La société civile, qui n'est pas l'objet premier de l'ouvrage, est relativement peu présente, ce qui correspond à un fonctionnement à tendance dualiste, au renforcement des contrastes sociaux, avec la mise en place de quartiers fondés sur la classe sociale, la richesse.

Les textes cités, comme les plans et les photos, en grand nombre et de qualité, représentent bien cette richesse.

La collection du CNRS, *Patrimoine de la Méditerranée*, propose un cadre, mais aussi peut-être des limites à l'ouvrage, avec nécessairement une place importante accordée au patrimoine architectural. Ces limites sont ici largement dépassées : redonner sens et vie à ce patrimoine, faire comprendre ses origines, le relier à l'histoire sociale, économique et politique de la période qui l'a produit, est essentiel pour l'auteur ; nous prenons bien conscience du fait que l'héritage n'est pas seulement dans la matérialité de monuments, sans doute négligés et peu contemplés par la population des quartiers populaires du Caire, mais aussi dans des événements, des comportements, et dans la richesse de la vie d'une société.

Jean-Claude DAVID  
(CNRS, Maison de l'Orient, Lyon)

*Le waqf dans l'espace islamique, outil de pouvoir socio-politique*, organisé et présenté par Randi DEGUILHEM, préface d'A. Raymond. Institut français de Damas, Damas, 1995. 17 × 24 cm, 337 + 100 p. avec index.

Voici un nouvel ouvrage collectif sur l'institution du *waqf*. Seize contributions, dont trois en langue arabe, analysent divers aspects de cette institution dans différentes régions de « l'espace islamique » : cinq portent sur l'Égypte et plus particulièrement sur la ville du Caire, trois sur la Syrie (deux sur Damas, une sur Alep et sa région), deux sur le Liban, deux sur la Tunisie, une sur le Maroc, une sur l'Algérie, une sur l'Inde (mais débordant sur le Pakistan et d'autres pays) et une dernière, plus générale, sur ce phénomène dans les Balkans et le Proche-Orient.

Diversité des aires géographiques, mais également diversité des périodes étudiées : on compte deux contributions sur la période médiévale, neuf sur la période moderne, quatre sur la période contemporaine, une enfin plus générale difficilement classable; variété de plus des situations analysées, qui regroupe des approches plus méthodologiques de corpus d'archives et des études de cas, fondations constituées par un personnage au Caire ou à Damas, par une famille à Alep et dans sa région, des *waqfs* musulmans principalement, mais également des *waqfs*, chrétiens dans le Mont-Liban, l'intervention d'une administration coloniale (en Algérie) ou de l'État (en Inde) afin de contrôler cette institution et sa gestion de sources de revenus souvent considérables.

Ce large éventail d'études reflète la diversité et la vitalité certaines des recherches menées sur cette institution dans la communauté scientifique internationale, représentée ici par des chercheurs de différentes nationalités, du Maghreb et du Machreq, d'Europe et des États-Unis. Certes, elles ne couvrent pas le monde musulman dans son ensemble mais il est impossible, reconnaissions-le, pour des raisons de place et de temps, de réunir dans une seule publication tous les spécialistes; de plus, un ouvrage publié récemment, F. Bilici éd., *Le waqf dans le monde musulman contemporain...*, Istanbul, 1994, traitait plus particulièrement de l'Empire ottoman, de la Turquie contemporaine et des Balkans.

Il est difficile de rendre compte ici de toutes les contributions; certaines, toutefois, peuvent retenir l'attention en raison d'apports nouveaux et novateurs, sur une aire géographique, une période historique ou sur le plan de la méthode. J.-Cl. Garcin et M.A. Taher, *Les waqfs d'une madrasa du Caire au XV<sup>e</sup> siècle* (p. 151-186), dans une lecture fort minutieuse d'actes de *waqfs* d'un eunuque mamelouk, analysent la logique de la constitution d'un ensemble de propriétés urbaines dont les revenus sont affectés à un bâtiment principal, une *madrasa*. C'est également les stratégies des investissements urbains et ruraux d'un grand notable alépin du XVIII<sup>e</sup> siècle à travers, entre autres, deux de ses *waqfs* que cerne M. Salati, *Urban notables, private waqf and capital investment* (p. 187-201). C'est une approche plus « politique » que propose R. Van Leeuwen, *The Maronite waqf of Dayr Sayyidat Bkirki...* (p. 259-275) : il illustre, à travers l'étude d'un cas également, plusieurs aspects de la pratique et de l'évolution du *waqf* maronite — que l'on connaît peu ou mal — marqués et modelés, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, en partie